



Sylvie Kinigi

Sylvie Kinigi, née en 1952 à Mugoyi (Ruanda-Urundi), est une femme d'État burundaise. Elle est Première ministre du Burundi du 10 juillet 1993 au 7 février 1994 et *de facto* chef de l'État du 27 octobre 1993 au 5 février 1994.

Sommaire

Biographie

Jeunesse et formation

Notes et références

Voir aussi

Bibliographie

Articles connexes

Biographie

Jeunesse et formation

Issue d'une famille tutsi, Sylvie Kinigi épouse en 1973 Firmin Kinigi¹, d'origine hutu, qui devient bibliothécaire en chef de l'université du Burundi à Bujumbura². Le couple a cinq enfants. Firmin Kinigi meurt en 1993³.

Diplômée de l'université du Burundi, après avoir étudié le management économique, elle travaille

Sylvie Kinigi

IMAGE MANQUANTE

Une illustration sous licence libre serait la bienvenue

Fonctions

Présidente de la République du Burundi
(intérim)

27 octobre 1993 – 5 février 1994
(3 mois et 9 jours)

Premier ministre *Elle-même*

Prédécesseur François Ngeze
(intérim)

Melchior Ndadaye

Successeur Cyprien Ntaryamira

Première ministre du Burundi

10 juillet 1993 – 7 février 1994
(6 mois et 28 jours)

Président Melchior Ndadave

pour le service public du Burundi jusqu'en 1991.

Elle devient alors conseillère senior au bureau du Premier ministre, traitant de la politique économique, chargée des réformes structurelles et économiques⁴. Elle a alors la tâche très difficile d'avoir à faire face au déficit budgétaire en effectuant des coupes claires dans les fonds de l'armée dominée par les Tutsis, qui ont longtemps bénéficié d'un traitement préférentiel.

Une part importante de son action consiste à marchander des aides avec les donateurs de l'Ouest afin d'entraîner des changements économiques au Burundi. En effet, l'économie du pays est lourdement dépendante des exportations de café et de thé.

Après un premier soulèvement en août 1988 qui cause la mort de 20 000 personnes, le président Pierre Buyoya, un militaire tutsi, du parti de l'Union pour le progrès national (UPRONA), à la tête d'un gouvernement de type militaire, charge une commission de médiation de trouver une solution pour mettre fin à la violence du pays.

En 1992, cette commission rédige une nouvelle constitution, approuvée par le président puis par référendum. Le nouveau texte prévoit la mise en place d'un gouvernement non ethnique, avec un président et un Parlement⁵. Au début de l'année suivante, le président Buyoya affirme haut et fort qu'il faut organiser des élections à tout prix.

En juin 1993, Melchior Ndadaye du parti du Front pour la démocratie du Burundi (FRODEBU), est le premier Hutu élu président du pays avec 66 % des voix⁴. Investi le 10 juillet suivant, il nomme Sylvie Kinigi Première ministre⁴. Cela fait partie de sa stratégie de construire une unité entre les deux principales ethnies du Burundi — Ndadaye était un Hutu qui souhaitait diminuer l'hostilité des Tutsi de son administration en nommant une Tutsi comme Premier ministre. La nomination de Sylvie Kinigi a suivi de moins d'un mois celle de Agathe Uwilingiyimana comme Premier ministre dans le Rwanda voisin.

Les choses étaient rendues compliquées par le fait que Kinigi était membre du parti politique (parti de l'Union pour le progrès national) dominé par les Tutsi du précédent président Pierre Buyoya, l'ancien officier militaire que M. Ndadaye avait battu aux élections de juin 1993⁶. Beaucoup ont spéculé sur le fait que le président sortant Buyoya aurait demandé que le nouveau président Ndadaye nomme Kinigi au poste de Premier ministre⁴.

Sylvie Kinigi quant à elle, a considéré que cette réconciliation entre les deux groupes ethniques était sa plus haute priorité dans sa fonction de Premier ministre, afin de pouvoir construire un plan de développement économique au Burundi.

Mais le 21 octobre 1993, des parachutistes envahissent le palais national, capturant et tuant le président Ndadaye et six de ses ministres. Les auteurs du coup d'État imposent un couvre-feu, coupant les lignes téléphoniques, prenant le contrôle de la radio de l'État et fermant l'aéroport international de Bujumbura. Par la suite, au moins 600 000 Hutus s'enfuirent vers le Rwanda voisin. Ce coup d'État marqua le début d'une guerre civile, avec l'extension d'une violence ethnique à la quasi-totalité du territoire national.

La Première ministre Sylvie Kinigi trouva refuge, ainsi que certains de ses ministres à l'ambassade de France, dans la capitale. Une résistance au coup d'État s'amorça, amenant ses auteurs à vouloir rendre le pouvoir au gouvernement légal⁷. Le 26 octobre, Sylvie Kinigi s'adressa aux habitants du pays via la radio de l'État pour essayer de rétablir l'ordre, et lever le couvre-feu imposé par les putschistes. *De facto*, elle se trouvait en charge de la nation après ce coup d'État militaire raté⁸.

D'après la constitution Burundaise, le chef du Parlement devait assumer l'intérim en cas de mort du président. Cependant, il a été également tué dans la tentative de coup d'État. Sylvie Kinigi se trouva de fait à la tête de l'exécutif, et une certaine normalisation de la situation s'opéra : les militaires rentrèrent dans leurs casernes, Sylvie Kinigi rejeta l'amnistie générale pour les leaders du coup d'État, en demandant qu'il y ait une enquête sur les conditions du coup d'État⁹.

Par la suite, la Première ministre fit le vœu de mettre en place une commission spéciale pour préparer une nouvelle élection présidentielle. Malheureusement, les violences ethniques continuèrent dans le pays, et Sylvie Kinigi ne put faire grand chose pour endiguer cette vague de violence. Un nouveau président du Burundi, Cyprien Ntaryamira, du FRODEBU, arriva au pouvoir le 5 février, mettant fin à l'intérim de Syvie Kinigi à la tête de l'exécutif¹⁰.

Mais il ne put s'y maintenir que deux mois, du 5 février au 6 avril 1994, pour périr de mort violente dans l'attentat contre l'avion du président rwandais Juvénal Habyarimana. Un gouvernement de coalition fut institué avec Sylvestre Ntibantunganya comme président intermédiaire mais qui fut incapable de ramener la paix. Le major Buyoya reprit le pouvoir par un coup d'État le 25 juillet 1996.

L'accord de paix d'Arusha fut signé par le gouvernement, alors dominé par les Tutsis et les partis politiques hutus et tutsis le 28 août 2000. Mais les principaux mouvements rebelles hutus refusèrent de le parapher et ne le reconnurent pas. Ainsi, cet accord d'Arusha ne put mettre un terme à la guerre civile burundaise qui ensanglanta le pays pendant une décennie¹¹.

Après avoir été remplacée dans son rôle de Premier ministre, Sylvie Kinigi travailla pour la Banque centrale du Burundi, un poste qui lui convenait parfaitement du fait de sa formation économique et de sa capacité à gérer la crise, talents qu'elle a développé de façon évidente quand elle devint *de facto* chef de l'État après le meurtre du président Ndadaye. En tant que civile, Sylvie Kinigi s'exprima à titre personnel sur les problèmes du Burundi. Elle était convaincue que la démocratie était venue trop vite au Burundi¹². Elle travailla ensuite pour l'ONU.

Notes et références

- (en) Emmanuel Kwaku Akyeampong et Henry Louis Gates, « Sylvie Kinigi », in *Dictionary of African Biography*, vol. 6, Oxford University Press, 2012, p. 387 (ISBN 9780195382075)
- (en) *World guide to libraries*, K.G. Saur, New York ; Paris, etc., 1980 (5^e éd.), p. 683 (ISBN 0-89664-043-4)
- (en) Gunhild Hoogensen et Bruce Olav Solheim, « Sylvie Kinigi », in *Women in Power: World Leaders Since 1960*, Greenwood Publishing Group, 2006, p. 50-51 (ISBN 9780275981907)

4. « Burundi : prudent dosage ethnique. Après l'investiture, pour la première fois, d'un président hutu, une représentante de la minorité tutsie est nommée chef du gouvernement », *Le Monde*, 13 juillet 1993 (lire en ligne (https://www.lemonde.fr/archives/article/1993/07/13/burundi-prudent-dosage-ethnique-apres-l-investiture-pour-la-premiere-fois-d-un-president-hutu-une-representante-de-la-minorite-tutsie-est-nommee-chef-du-gouvernement_3950424_1819218.html))
5. « Burundi. I Le pluralisme approuvé par référendum », *Le Monde*, 12 mars 1992 (lire en ligne (https://www.lemonde.fr/archives/article/1992/03/12/burundi-le-pluralisme-approuve-par-referendum_3876376_1819218.html))
6. *BBC Summary of Foreign Broadcasts*, 1993.
7. « Putsch sans putschistes au Burundi. Alors que des massacres ont lieu dans les campagnes, les auteurs du coup d'État, dépassés, veulent rendre le pouvoir au gouvernement légal », *Le Monde*, 26 octobre 1993 (lire en ligne (https://www.lemonde.fr/archives/article/1993/10/26/putsch-sans-putschistes-au-burundi-alors-que-des-massacres-ont-lieu-dans-les-campagnes-les-auteurs-du-coup-d-etat-depasses-veulent-rendre-le-pouvoir-au-gouvernement-legal_3942446_1819218.html))
8. « Burundi. Le premier ministre a annoncé la levée du couvre-feu », *Le Monde*, 27 octobre 1993 (lire en ligne (https://www.lemonde.fr/archives/article/1993/10/27/burundi-le-premier-ministre-a-annonce-la-levee-du-couvre-feu_3943128_1819218.html))
9. « Burundi : un semblant de normalisation », *Le Monde*, 29 octobre 1993 (lire en ligne (https://www.lemonde.fr/archives/article/1993/10/29/burundi-un-semblant-de-normalisation_3944423_1819218.html))
10. « Burundi. Cyprien Ntaryamira, chef d'Etat consensuel », *Le Monde*, 8 avril 1994 (lire en ligne (https://www.lemonde.fr/archives/article/1994/04/08/burundi-cyprien-ntaryamira-chef-d-etat-consensuel_3827559_1819218.html))
11. Tshitenge Lubabu M.K. Tshitenge, « 1962-2012 : 50 ans de turbulences au Burundi », *Jeune Afrique*, 24 septembre 2012 (lire en ligne (<https://www.jeuneafrique.com/139935/politique/1962-2012-50-ans-de-turbulences-au-burundi/>))
12. Mary Volcansek, *Women in Law: A Bio-bibliographical Sourcebook*, Greenwood Publishing Group, 1996 (lire en ligne (<https://books.google.fr/books?id=gr0iKT-8RewC&pg=PA121&dq=Griffiths,+1994+burundi&hl=fr&sa=X&ved=2ahUKewia853EplPuAhU3D2MBHX2rBXwQ6AEwAHoECAMQAg#v=onepage&q=Griffiths%20%201994%20burundi&f=false>)), p. 121

Voir aussi

Bibliographie

- (en) Emmanuel Kwaku Akyeampong et Henry Louis Gates, « Sylvie Kinigi », in *Dictionary of African Biography*, vol. 6, Oxford University Press, 2012, p. 387-389 (ISBN 9780195382075)
- (en) Gunhild Hoogensen et Bruce Olav Solheim, « Sylvie Kinigi », in *Women in Power: World Leaders Since 1960*, Greenwood Publishing Group, 2006, p. 50-52 (ISBN 9780275981907)
- Sylvestre Ntibantunganya, *Une démocratie pour tous les Burundais*, volume 1, *De l'autonomie à Ndadaye, 1956-1993*, L'Harmattan, 1999 (ISBN 2-7384-6220-0)
- (en) Kathleen Sheldon, « Sylvie Kinigi », in *Historical Dictionary of Women in Sub-Saharan Africa*, Scarecrow Press, 2005, p. 120

(ISBN 9780810865471)

Articles connexes

- Histoire du Burundi
 - Liste de dirigeantes politiques
 - Afrique des Grands Lacs
-
-

Ce document provient de « https://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Sylvie_Kinigi&oldid=180601989 ».

La dernière modification de cette page a été faite le 6 mars 2021 à 15:41.

Droit d'auteur : les textes sont disponibles sous licence Creative Commons attribution, partage dans les mêmes conditions ; d'autres conditions peuvent s'appliquer. Voyez les conditions d'utilisation pour plus de détails, ainsi que les crédits graphiques. En cas de réutilisation des textes de cette page, voyez comment citer les auteurs et mentionner la licence.

Wikipedia® est une marque déposée de la Wikimedia Foundation, Inc., organisation de bienfaisance régie par le paragraphe 501(c)(3) du code fiscal des États-Unis.